

Études internationales



Ruggie, John Gerard (Ed.), *The Antinomies of Interdependence : National Welfare and the International Division of Labor*. New York, Columbia University Press, 525 p.

Raymond Hudon

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701804ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701804ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hudon, R. (1985). Compte rendu de [Ruggie, John Gerard (Ed.), *The Antinomies of Interdependence : National Welfare and the International Division of Labor*. New York, Columbia University Press, 525 p.] *Études internationales*, 16(1), 165–167. <https://doi.org/10.7202/701804ar>

relever à l'horizon du troisième millénaire cinq grands défis. Le premier est l'« internationalisation de l'esprit ». Qu'est-ce à dire ? Mononationale et condamnée à rester suisse, cette organisation devra faire un effort tout particulier pour comprendre tout ce qui n'est pas suisse et pour s'en faire accepter. En second lieu, la radicalisation des antagonismes politiques, économiques et dogmatiques – le manichéisme idéologique – menace l'application du « droit de Genève ». Celui-ci n'appelle-t-il pas – pour sauver les victimes des conflits armés – la tolérance, le dialogue, le respect de l'autre ? Le troisième défi lancé au C.I.C.R. est celui de savoir former des hommes de qualité pour exercer des missions de plus en plus difficiles dans un monde de plus en plus dangereux. Le dernier *challenge* consiste à trouver les moyens d'une politique humanitaire à l'échelle des besoins et de ses tâches statutaires, à savoir : apporter protection et assistance aux victimes des conflits et aux détenus politiques ; diffuser le droit humanitaire et les principes fondamentaux de la Croix-Rouge (humanité, impartialité, neutralité, indépendance) ; contribuer au développement des Sociétés nationales dans les domaines spécifiques du C.I.C.R.

Au total, cette douzaine de contributions donne un coup de projecteur sur des sujets d'actualité et d'avenir. Le volume 12 des *Annales d'études internationales* permet aussi de mieux connaître l'esprit de l'IUHEI, ses qualités comme ses efforts pour mieux préparer les étudiants aux problèmes de l'an 2000.

Daniel COLARD

Faculté de Droit
Université de Besançon, France

RUGGIE, John Gerard (Ed.), *The Antinomies of Interdependence: National Welfare and the International Division of Labor*. New York, Columbia University Press, 525 p.

Dans son introduction à *The Antinomies of Interdependence*, John Gerard Ruggie identifie clairement la question qui a guidé les différents collaborateurs de cet ouvrage publié

sous sa direction : quelles sont les stratégies par lesquelles les pays peuvent assurer un mieux-être de leurs populations dans le contexte de la division internationale du travail (p. 1) ?

Il a été courant de suggérer que la réponse à cette interrogation se trouvait largement circonscrite par l'action du capital international qui, spécialement organisé à travers un réseau complexe de multinationales, laisse une marge de manoeuvre finalement bien mince à leurs pays hôtes, surtout ceux assimilés au groupe des plus démunis. Cette évaluation tendrait à se confirmer à travers les données rappelées par Ruggie (p. 4) : si le niveau de vie moyen des pays européens a atteint celui de la Chine seulement vers 1800, il faut constater que des écarts marqués ont commencé à se manifester subséquentement entre les pays aujourd'hui identifiés respectivement aux pays développés et au Tiers monde. La croissance de ces écarts est d'ailleurs fulgurante à mesure que le temps s'écoule : si vers 1870 on pouvait estimer que les pays riches jouissaient d'un niveau de vie moyen deux fois plus élevé que celui des pays pauvres, le facteur de comparaison passa successivement à trois vers 1900, à cinq en 1950, à sept en 1970, et à près de huit en 1977. Pour rendre ces observations encore plus dramatiques, Ruggie signale simplement qu'au début des années quatre-vingt le Produit national brut réel par habitant se trouve près de trente fois plus important dans les pays les plus développés par rapport aux pays les moins développés.

Ces constatations pourraient conduire à la conclusion que l'acquisition de l'indépendance (ou la décolonisation formelle) n'a pas produit des résultats très heureux. Cela serait dû à des stratégies « nationales » discutables ou aux contraintes irrépressibles imposées par le système international ou la division internationale du travail. Les multiples voies de solutions théoriquement proposées s'articulent selon Ruggie (pp. 9-15), autour de trois courants principaux : les stratégies d'expansion vers l'extérieur spécialement axées sur la promotion des exportations ; les programmes d'établissement d'un nouvel ordre économique international spécifiquement appuyés sur une

volonté de tirer meilleur profit des activités économiques internationales; et les variantes d'une recherche d'autosuffisance ou de développement autocentré impliquant une dissocation du système international et entraînant présumément la fin de la dépendance.

À partir des études rassemblées dans *The Antinomies of Interdependence*, Ruggie établit nettement le refus de rallier l'une ou l'autre de ces positions, parce que l'une et l'autre, chacune à sa façon, exagère l'effet de détermination de la division internationale du travail sur le développement national (p. 23). Ce refus se trouve explicite et appuyé sur une série de dix propositions (pp. 18-22) que Ruggie fait découler des observations contenues dans les études de référence: les stratégies axées sur l'ouverture au système économique international se révèlent ambivalentes, sources aussi bien de contraintes que de possibilités; excepté pour les économies les plus fortes, les stratégies privilégiant l'ouverture ne se conjuguent pas nécessairement au laissez-faire; la réalisation de politiques nationales articulées au contexte international dépend des conditions politiques existantes; la création des conditions et structures politiques qui doivent accompagner la poursuite de politiques d'ouverture se réalise souvent à la faveur de crises; par ailleurs, la poursuite de politiques d'ouverture peut produire la croissance tout en accentuant les inégalités; ce n'est pas tant la mesure de l'interventionnisme étatique que les cibles visées sectoriellement, les objectifs immédiats et les moyens mis en oeuvre qui permet de distinguer les politiques ouvertes et les politiques axées sur le repli; les politiques de repli, comme les politiques d'ouverture, ne peuvent reposer sur une définition idéale des mesures à adopter: les facteurs domestiques et leur spécificité préviennent tel exercice; en somme, ni l'une ni l'autre stratégie ne donne prise à quelque généralisation sur les conditions idéalement requises pour produire un plus grand bien-être des populations touchées; les possibilités de débouchés offertes par les marchés des pays industrialisés se trouvent largement délimitées par les conditions économiques, politiques et sociales qui prévalent dans ces pays; finalement, l'avenir des pays

en développement ne passe pas par des négociations multilatérales.

Cette longue série de propositions a un effet appréciable: elle situe bien le lecteur tout en ne l'engageant pas sur des voies définitives. Au fond, elle sert à établir l'inexistence d'une stratégie idéale de développement ou le caractère inapproprié de tout modèle de croissance que l'on tenterait ou que l'on serait tenté d'importer ou d'exporter selon des besoins définis abstraitement ou selon des modes de pensée fonctionnant à la simple déduction. Car s'il y a une leçon à tirer de chacune des études présentées dans *The Antinomies of Interdependence*, c'est bien que chaque stratégie ou modèle vaut dans la seule mesure où les circonstances s'y prêtent et les conditions le permettent.

Ainsi, il se révélerait grandement inopportun de s'inspirer de l'expérience américaine de développement entre 1776 et 1860, décrite par Robert Keohane, pour élaborer des stratégies pertinemment applicables aux pays actuellement les moins développés, car malgré certains rapprochements possibles, les conditions de développement d'une époque à l'autre ne sont tout simplement pas équivalentes (p. 86). D'ailleurs, il faudrait bien tenir compte des oscillations qui ont marqué, selon les circonstances politiques, cette politique américaine de développement pour finalement faire ressortir qu'elle ne fut pas univoque. De la même façon, les politiques poursuivies par les petits États européens qui combinent habilement, selon la présentation faite par Peter Katzenstein, ouverture sur l'extérieur et stabilisation à l'intérieur ne seraient pas adéquatement transposables aux pays en développement. Car leur insertion dans l'économie mondiale se réalise à des époques et dans des conditions largement différentes (p. 129). Entre autres, les structures corporatistes qui ont émergé des sociétés des plusieurs petits pays européens seraient difficilement reproductibles dans le contexte de la plupart des pays en développement.

Si l'on peut concéder facilement la justesse des remarques découlant des études précédemment présentées, il demeure imaginable que les expériences d'autres pays en développement puissent servir de références. Après

avoir examiné un des cas exemplaires des pays désignés nouvellement industrialisés, la Corée du Sud, Stephan Haggard et Chung-In Moon estiment que l'autonomie de l'État et l'intervention gouvernementale agencée à l'autoritarisme ont contribué au succès de la stratégie économique d'ouverture de la Corée (p. 189). Ils insistent cependant pour faire ressortir que l'autoritarisme n'assure pas le succès d'une stratégie en particulier; d'autres conditions sont requises qui ne se retrouvent pas dans tous les contextes. D'ailleurs, le cas du Venezuela, analysé par Jeffrey Hart, fait voir que la présence d'un État fort, la volonté d'assurer une meilleure redistribution de la richesse et le désir de réduire l'état de dépendance d'un pays, ne suffisent à assurer un mieux-être des populations, s'ils ne s'accompagnent pas d'une organisation et d'un pouvoir accru du côté des défavorisés et des travailleurs (p. 238). En se reportant dans le contexte de l'Afrique où se situe l'analyse effectuée par Lynn Mytelka du cas de la Côte d'Ivoire, on peut même douter des bénéfices de l'industrialisation, surtout si celle-ci est assurée en grande partie par l'action du capital étranger (p. 270). Car la rémunération relativement élevée tirée par les travailleurs actifs dans ces entreprises implantées grâce à la collaboration de l'État et du capital étranger affecte grandement la valeur concurrentielle de la production.

Poursuivre la présentation sommaire des résultats des études regroupées dans *The Antinomies of Interdependence* servirait somme toute à montrer l'inopportunité de faire miroiter la disponibilité de recettes miracles de développement et de bien-être économiques pour les populations habitant les pays situés à la périphérie du capitalisme mondial. Que l'on s'intéresse aux développements technologiques, aux politiques linguistiques ou aux questions de sécurité comme le font respectivement Helge Hveem, David Laitin et Barry Buzan, la conclusion demeure toujours valide: chaque stratégie est largement dépendante des conditions et du contexte où elle est déployée et chaque situation commande l'adaptation de toute stratégie élaborée théoriquement. Ce leitmotiv que l'on peut retracer à travers chacune des contributions rassemblées dans *The*

Antinomies of Interdependence a valeur de rappel utile dans tout effort entrepris pour transformer l'ordre économique international, spécialement dans la perspective des rapports Nord-Sud que John Gerard Ruggie étudie pour conclure le volume.

Au bout du compte, *The Antinomies of Interdependence* ne peut représenter le Klondyke de ceux qui, de gauche comme de droite, visent à corriger les distorsions du développement capitaliste mondial à coups de slogans passe-partout dont la valeur n'est finalement mesurable que par l'ampleur des illusions suscitées et l'effet démobilisateur des expériences présumément ratées. Ceux qui par contre se montrent intéressés à cerner la traduction spécifique de certains mécanismes fondamentaux et à tirer leçon d'efforts déployés pour dépasser les visions conjuguées à l'automatisme tireront sûrement profit de la lecture des études exposées dans *The Antinomies of Interdependence*. Ils auront ainsi l'occasion de saisir la portée de l'orientation proposée par Pierre Vilar il y a déjà une dizaine d'années: pour comprendre la nature des problèmes de développement des entités nationales, il faut partir du capitalisme comme système mondial; mais pour expliquer ces problèmes de façon satisfaisante, il faut étudier chaque cas particulier. On laissera alors moins de chance à la rêverie et la tromperie politiques.

Raymond HUDON

Département de science politique,
Université Laval, Québec

WILLIAMS, Colin H., (Ed.), *National Separatism*, Vancouver University of British Columbia Press, 1982, 327 p.

La Grande Guerre avait annoncé le début de l'ère du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais la difficulté de mettre ce principe en pratique, d'ailleurs bien avant la Paix de Versailles, a eu pour résultat la création d'États plurinationaux, où cohabitent à partir de divers arrangements politiques des nations numériquement majoritaires et minoritaires. C'est la réaction de quelques-unes de ces dernières qui retient l'attention dans cet ouvrage. Sur les dix chapitres, six sont consacrés aux nationalismes suivants: irlandais, écossais,